

NEWSLETTER SEPTEMBRE 2022

Sub-Saharan Africa Division
Regional Sahel Programme



Article



Assurer la pérennité des acquis démocratiques tout au long de la transition politique au Niger

En 2021, le Niger a connu son tout premier transfert de pouvoir pacifique et démocratique depuis son indépendance. Le DCAF a soutenu le transfert de connaissances entre les parlementaires sortants et entrants de la Commission de défense et de sécurité au Niger, car il s'agit d'un élément clé pour assurer la continuité du contrôle et une responsabilisation plus efficace au fil du temps. Le DCAF a soutenu la Commission de défense et de sécurité dans le développement d'un kit d'outils pour aider les nouveaux parlementaires à démarrer leur mandat et a évalué l'ancienne période législative pour identifier les priorités actuelles et les domaines nécessitant une action. Ce processus a mis en avant le renforcement des acquis démocratiques en relevant le défi d'assurer un contrôle efficace.

ARTICLE

Niger



Echange d'expérience de la CDS du Niger en Côte d'Ivoire sur le contrôle budgétaire par le Parlement

Dans le cadre des efforts du DCAF pour soutenir la gouvernance du secteur de la sécurité et la promotion du contrôle démocratique par le parlement, les deux commissions de défense et de sécurité des Assemblées nationales du Niger et de la Côte d'Ivoire se sont réunies pendant 5 jours à Abidjan (du 19 au 23 septembre 2022). De manière spécifique, l'objectif de la visite était pour membre de la CDS du Niger d'échanger avec les parlementaires de la Côte d'Ivoire sur les pratiques en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité et de la défense, de connaître le rôle et mission assigné au réseau des parlements Africains membres des Commissions défenses et sécurité (REPAM-CDS), et de promouvoir les bonnes pratiques en matière du contrôle des ressources du secteur de la sécurité. Les deux parlements ont souligné un certain nombre de difficulté lié à leur mission de contrôle du secteur de la sécurité parmi lesquels on peut noter l'insuffisance de communication entre le gouvernement et le parlement, notamment en Côte d'Ivoire, une faible représentation du genre, des difficultés liées au contrôle du budget et un nombre insuffisant d'assistants parlementaire. Les parlementaires ont aussi mis à profit leur séjour pour discuter avec le Ministre ivoirien en charge de la sécurité, la Commission nationale de lutte contre les armes légères et de petits calibres, et l'Ambassade du Niger en Côte d'Ivoire.



Atelier d'échange et de sensibilisation sur la promotion et la protection des droits humains au profit des FDS et des institutions sur secteur de la sécurité avec la CNDH

En partenariat avec la CNDH, le DCAF coorganisé d'un atelier de réflexion sur la protection et la promotion des droits humains en vue de l'intégration de leur prise en compte dans les curricula de formation des écoles et centres de formation de la Gendarmerie nationale (GN) et des Forces armée du Niger (FAN). Deux jours durant, 20 et 21 septembre 2022, des échanges et partages d'expérience se sont tenus autour de la Poli-DH (Police et droits humains) et sur la nécessité et la faisabilité d'établir un cadre pour une Mili-DH (Militaires et droits humains) au Niger. Tant la GN que les FAN ont fait part d'un vif intérêt pour la création d'une plateforme similaire à la Poli-DH, ou pour l'intégration des forces de défense dans le cadre de la Poli-DH.



L'appui à la Police Nationale dans la sensibilisation sur les mécanismes de plainte contre le harcèlement sexuel à Niamey

Du 29 au 30 septembre, le DCAF a poursuivi son appui aux institutions pour la sensibilisation sur la prise en compte du genre au sein du secteur de la sécurité. Ainsi, l'Observatoire Nationale de la Promotion de la Politique Genre a bénéficié de l'accompagnement du DCAF pour la formation de 30 FDS et OSC sur l'intégration d'une perspective genre dans le domaine de la sécurité. En outre, aux mêmes dates, la Division de la Protection des Mineurs et Femme (DPMF) de la Police Nationale a reçu un appui du DCAF pour la formation de 300 enseignants et 20 responsables hiérarchiques, chefs de brigades de la DPMF et de femmes des Commissariats de Niamey sur le harcèlement sexuel en milieu scolaire.

Mali



Atelier de restitution du rapport de l'analyse des acteurs et initiatives de monitoring et documentation des violations des droits de l'homme dans le secteur de la sécurité au Mali

Dans le cadre du renforcement des capacités d'analyse et de rapportage des OSC, le DCAF a appuyé l'AMDH pour la réalisation d'une d'analyse des acteurs et initiatives de monitoring et documentation des violations des droits de l'homme dans le secteur de la sécurité. Le jeudi 1er septembre 2022, un atelier de restitution et de validation du rapport de ladite analyse a eu lieu dans les locaux du Gouvernorat du district de Bamako organisé par l'AMDH avec l'appui du DCAF. Les objectifs de cet atelier étaient de présenter les conclusions du rapport, intégrer les propositions d'amélioration des participants (es), faire des recommandations pertinentes pour enrichir le document. Au total 25 représentants (dont 4 femmes et 21hommes) des OSC et l'AMDH en ont pris part. L'atelier a été l'occasion pour les OSC d'échanger sur les défis auxquels les défenseurs des droits humains nationaux sont confrontés pour faire face aux cas de violation des droits humains dans contexte sécuritaire volatile tout en mesurant les risques et enjeux contextuels. Les recommandations ont porté sur les besoins de renforcement de capacité dans le monitoring et documentation des violations des droits de l'homme en vue d'opérationnaliser un système de production de rapports périodiques sur la situation des droits de l'homme pris par les OSC nationales en partant des initiatives existantes.

Regional



Tables rondes publiques sur le rôle des forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent

Deux tables rondes ont eu lieu mi-septembre à Cotonou et Abidjan pour présenter les résultats de l'étude comparative examinant et analysant les cadres d'engagement des FSN dans la prévention de l'extrémisme violent (PVE) en Afrique de l'Ouest. Le DCAF, en partenariat avec la Division Paix et Droits de l'Homme du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE), a organisé deux tables rondes pour présenter and dialoguer sur les résultats de [l'étude comparative sur l'examen et l'analyse des cadres politiques, législatifs et opérationnels pour l'engagement des forces de défense et de sécurité \(FDS\) dans la prévention de l'extrémisme violent \(PEV\) en Afrique de l'Ouest \(2020-2022\)](#). Les tables rondes ont réuni des représentants des deux gouvernements, le représentant du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique (Bénin) et celui du coordonnateur du renseignement (Côte d'Ivoire) ayant prononcé les remarques d'ouverture. Les deux événements ont connu un échange enrichissant et une participation importante des forces de sécurité et de défense, des acteurs internationaux, de la société civile et des organisations des droits de l'homme. L'une des conclusions des discussions est que la présence des femmes et des jeunes est pour le moment très minime dans la création de la sécurité, ce qui a un impact important sur la capacité des forces de défense et de sécurité à comprendre et à répondre aux besoins de l'ensemble de la population.



Copyright © *| 2022 | DCAF | *, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#).